

FSU 25

ENGAGÉES POUR
LE SERVICE PUBLIC



BULLETIN DE LA SECTION DU DOUBS DE LA FEDERATION SYNDICALE UNITAIRE

ÉDITO

Deux messages forts sont sortis des urnes lors des législatives :

- le refus d'une France dirigée par le RN,
- la nécessité d'une rupture avec les politiques menées par les gouvernements sous la présidence d'E. Macron.

En matière sociale, l'urgence est à une revalorisation des salaires, au renforcement des services publics, à l'abrogation de la dernière loi sur les retraites. L'accès aux services publics que sont l'éducation, la santé, la sécurité, la protection de l'environnement, la gestion de l'eau, l'accueil de la petite enfance et plus généralement la satisfaction des besoins et droits sociaux de l'ensemble de la population est une priorité. Une réforme fiscale dégagant des ressources nouvelles est nécessaire : seule une juste contribution des plus riches permettra de répondre à l'enjeu de justice sociale et climatique, de financement des services publics, de revalorisation des métiers, des carrières et rémunérations des personnels de la Fonction publique.

Pour la FSU, une des priorités est de dégager 50 milliards d'euros de recettes fiscales pour revaloriser la valeur du point d'indice de 10 % dès 2025 (environ 20 milliards) et renforcer par une dotation d'urgence de 30 milliards les moyens alloués aux services publics pour garantir leur qualité et leur accessibilité pour tous et toutes, partout sur le territoire, en finançant les infrastructures comme en créant tous les emplois nécessaires.

Par la nomination d'un premier ministre LR, E. Macron fait le choix de confirmer le cap libéral et autoritaire alors même qu'il a été sanctionné par une lourde défaite aux élections législatives.

La rentrée 2024 peut et doit être celle où le monde du travail impose par ses mobilisations la nécessité d'emprunter d'autres chemins. Le 1er octobre marque le début des discussions sur le budget de l'État et de la Sécurité sociale à l'Assemblée nationale. C'est maintenant qu'il faut peser et gagner. Ce ne sera possible que par un rapport de force clair et massif.

Toutes et tous en grève le 1er octobre !

*Karine Laurent, Bénédicte Ponçot,
Christian Viéron-Lepoutre, co-secrétaires*



Toutes et tous en grève le 1er octobre !

SOMMAIRE

2
**La rentrée au
SNEPAP et au
SNASUB**

3
**La rentrée au SNUASFP
au SNICS et
pour les AESH**

4
**La rentrée au SNES
au SNUipp
et au SNUEP**

5
**La rentrée
au SNEP
au SNPES PJJ
et au SUI**

6
**Conférence :
De la fourche
à la
fourchette
Stage FSU 25
100% sécu
Congrès FSU**

8
**La FSU
mode d'emploi**

7
**Tract d'appel
à la grève et manifestation
du 1^{er} octobre**

La rentrée dans les différents secteurs

SNEPAP FSU

Syndicat
National de
l'Ensemble des
Personnels de
l'Administration
Pénitentiaire



Section locale 25/39

La rentrée de septembre 2024 ne se fait pas dans les meilleures conditions.

Rappelons le contexte ; une vague de contractualisation, et donc de privatisation de la Fonction Publique, balaye l'administration pénitentiaire. Dans le cadre des mobilités, 7 postes ont été proposés sur toute la Direction Interrégionale du Centre, 21 postes pour les titularisations. Nous sommes donc, sans surprise, la Direction Interrégionale la moins dotée en termes d'arrivées. Au Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation du 25, aucun nouvel agent.

Toujours moins de personnels, pour toujours plus de personnes placées sous main de justice. Mais la Direction de l'Administration Pénitentiaire pense avoir trouvé la solution avec la contractualisation, qui bafoue tout ce que le SNEPAP FSU défend ;

- La formation qualifiante des agents, tous corps confondus pour une prise en charge adaptée et équitable des personnes placées sous main de justice.
 - La reconnaissance d'un service public performant.
 - La reconnaissance d'un statut de titulaire de la fonction publique luttant contre la précarité des CDD proposés.
- Des postes vacants et un management qui se discute sont alors à l'origine de nombreux arrêts maladie, qui touchent tous les corps de métier (assistantes sociales, psychologues, personnels administratifs...)

En sus de ces problématiques, nous faisons aussi face à des restrictions de budget, qui impactent tout le territoire national.

Moins de personnels, moins de moyens, en demandant toujours plus pour lutter contre la récidive !

Le SNEPAP FSU reste mobilisé et force de proposition pour que la prise en charge des personnes placées sous main de justice se fasse dans les meilleures conditions, mais aussi pour que les agents exercent dans des conditions décentes.

Nous restons plus que jamais vigilants concernant la qualité de vie au travail ainsi qu'aux risques psycho sociaux liés à l'activité professionnelle.

SNASUB FSU

Syndicat
National de
l'Administration
Scolaire
Universitaire
et des
bibliothèques



**Simplification administrative :
Op@le... la vague de colère**

Le 12 septembre, le rectorat nous présentait le calendrier prévisionnel du redéploiement des dernières vagues. 155 EPLE (107 collèges, 48 Lycées et EREA dont 4 avec support GRETA, 1 établissement mutualisateur de paie et 1 EPLE avec un service commun de restauration) doivent passer de GFC à une nouvelle application Op@le (Outil de Pilotage et d'Administration financières en EPLE).

Des débuts (1^{ère} vague en janvier 2021) plus que chaotiques qui ont laissé un sentiment d'impuissance chez les gestionnaires face à un outil défaillant ; un logiciel complexe et peu intuitif qui a engendré des difficultés tant dans la mise en œuvre technique des opérations financières que dans l'impact RH (organisation du travail, syndrome d'épuisement, etc.) ; des bugs ou dysfonctionnements réguliers du logiciel qui amènent à un manque de confiance dans l'outil.

L'Intersyndicale nationale demande depuis plusieurs années un moratoire sur le déploiement ; nous avons obtenu sinon un moratoire, au moins que le déploiement soit étendu jusqu'en 2027.

Pour notre académie, il reste encore 64 établissements à passer sous Op@le. Le choix du rectorat avec l'accord des gestionnaires est de ne pas trop changer le calendrier prévu et de ne pas utiliser les trois vagues supplémentaires car faire perdurer les deux applications surcharge les équipes.

Ainsi, 9 établissements sur l'académie, dont 6 dans le Doubs, vont être redéployés sur la 10^{ème} vague en janvier 2026 (collège Guyot à Mandeure, collège des Quatre Terres d'Hérimoncourt, collège Olympe de Gouges à Pont-de-Roide, lycée des Huisselets à Montbéliard, lycée Toussaint Louverture à Pontarlier et lycée Condé à Besançon).

En outre, une autre application pose des soucis, il s'agit de Di@man pour le traitement automatique des demandes de bourses où des erreurs apparaissaient lors du traitement automatique.

SNUASFP FSU

Syndicat
National
Unitaire des
Assistants
sociaux de la
Fonction
Publique



Pour des moyens à la hauteur des besoins !

Depuis plusieurs années, le SNUASFP/FSU alerte sur le manque criant de moyens des services sociaux de l'Éducation nationale (élèves, personnels et étudiants). En effet, les besoins ont explosé dans les différents établissements, services académiques et universitaires. La multiplication des programmes et plans ministériels a amplifié la charge de travail des AS et ce, à moyen constant : harcèlement, santé mentale, grande pauvreté, égalité fille/garçon...

Aux premières loges des réalités sociétales, les AS constatent une augmentation des situations de violences intrafamiliales, interpersonnelles ainsi qu'une précarisation des publics, ce qui complexifie l'intervention sociale...

Le manque d'attractivité salariale, associé à des conditions de travail dégradées, impacte fortement le recrutement d'AS.

La mobilisation nationale du 22 mars 2024 a été un temps fort pour les AS, marqué, au niveau local, par une audience auprès de la Secrétaire Générale de l'Académie.

Le SNUASFP maintient donc ses revendications : revalorisation indiciaire et non indemnitaire, création de postes, amélioration des conditions de travail, autant de sujets pour lesquels il est impératif de continuer à lutter ensemble.

SNICS FSU

Syndicat
National des
Infirmier(e)s
conseiller(e)s
de santé



Le SNICS a célébré avec fierté ses 30 ans. Nous avons gagné beaucoup de combats pour les infirmières au cours de ces décennies : une revalorisation salariale, la catégorie A, le BO de 2015 notifiant nos missions à l'éducation nationale... Le SNICS a toujours été soutenu par la FSU et participe à la vie de la fédération.

Dans l'académie, étant majoritaires, nous portons la voix des collègues mais depuis la suppression des CAPA, l'opacité règne sur les mouvements et avancements. Nous essayons d'être vigilants et réactifs.

Le rectorat veut modifier prochainement la répartition du temps de travail sur le secteur et le collège, pour permettre un repérage des difficultés des élèves dès le plus jeune âge en déployant les moyens humains sur les 2 secteurs sans réaliser de créations de postes infirmiers pour pallier notre absence en collège. Nous notons également la difficulté d'avoir des conditions de travail satisfaisantes à la réalisation d'une consultation infirmière dans le 1^{er} degré (matériel, local adapté...) Ce sera très préjudiciable pour l'ensemble des élèves du 1^{er} et second degré.

Enfin une grande inquiétude existe quant au maintien de nos missions à l'éducation nationale car la menace d'une création de service ou d'une décentralisation plane toujours. Nous réalisons 18 millions de consultations libres d'accès et gratuites à la demande des élèves, des équipes éducatives ou des parents ; elles permettent de lutter contre l'inégalité sociale et favorisent la réussite des élèves.

Le SNICS se battra pour que l'on reste au service des élèves de l'EN.

AESH Accompagnement sur la pause méridienne : une vraie bonne idée ?

La nouvelle loi de mai 2024 confie à l'État la charge d'organiser et de rémunérer l'accompagnement des élèves en situation de handicap durant le temps de pause méridienne dans les écoles et établissements scolaires publics et privés sous contrat.

L'objectif est de favoriser la continuité de l'accompagnement des élèves et leur accès au service de restauration scolaire. Ce besoin d'accompagnement est déterminé en tenant compte des recommandations de la MDPH. La famille,

associée au processus d'analyse des besoins, peut en faire la demande.

Cet accompagnement doit respecter le cadre des missions des AESH, ce qui exclut la surveillance et l'encadrement des autres élèves que celles et ceux dont l'AESH à la charge.

En réalité, cette mesure présentée comme un levier pour augmenter la quotité de travail des AESH ne bénéficiera qu'à celles et ceux qui exercent à proximité d'un service de restauration

scolaire accueillant un ou des élèves en situation de handicap. De plus, la perspective d'une journée continue dans les conditions de travail actuelles ne constitue pas une amélioration.

La prise en charge de l'accompagnement sur le temps méridien ne doit pas se traduire par plus de précarité pour les AESH.

Ils et elles ne doivent pas notamment subir des modifications de la quotité horaire et/ou de l'affectation chaque année.

La rentrée dans les différents secteurs

SNES FSU

Syndicat
National des
Enseignants du
Second degré



Cette année encore, plus de 1.850 postes n'ont pas été pourvus aux concours du secondaire, en raison de la crise de recrutement.

Le jour de la rentrée, dans 58 % des collèges et lycées, il manquait plus d'un.e enseignant.e.

La vacance du pouvoir provoque plus qu'un flottement dans la mise en place du "choc des savoirs" : quid du brevet ? Un tiers seulement des collèges appliquent totalement des groupes de niveaux homogènes tels que les rêvaient G. Attal. On ne peut que se réjouir de cet échec même si les conséquences négatives de ce projet sont bien réelles. Une semaine après la rentrée, les collègues constatent, comme nous l'avions anticipé, que les élèves les plus fragiles intériorisent d'ores et déjà qu'ils sont en échec et que la réussite n'est pour eux.

Nos collègues du premier degré, qui ont demandé un détachement dans le secondaire, se retrouvent parfois sur plusieurs établissements voire en charge d'élèves du collège et du lycée. Le contre-choc pour tou.tes se fait sentir : les emplois du temps, du fait des barrettes pour constituer les groupes, sont fortement dégradés.

Au lycée général et technologique les effets pervers de la réforme Blanquer se poursuivent : évaluation continue stressante, programmes trop lourds, diminution du nombre de filles dans les enseignements scientifiques, etc.

Les conditions de travail continuent de se dégrader et l'augmentation des salaires reste une revendication prioritaire.

SNUEP FSU

Syndicat
National
Unitaire de
l'Enseignement
Professionnel
public



Rentrée 2024 dans les
lycées professionnels

Voici les nouveautés liées au choc des savoirs :

La création de la classe prépa seconde, une par département, est à souligner. Dans le Doubs, c'est au lycée Pergaud à Besançon. Cette classe s'adresse aux élèves volontaires n'ayant pas obtenu le DNB. Mais ni programme ni préparation au DNB ne sont prévus. À Pergaud, 7 élèves seulement sont inscrits.

FSU SNUipp

Syndicat
National
Unitaire des
Instituteurs



Professeurs des écoles et PEGC

Pourtant ministre démissionnaire, N. Belloubet persiste à mener la politique éducative du Président Macron largement désavouée dans les urnes.

Si la mise en place des nouveaux programmes en cycle 2 a été reportée à la rentrée 2025, les évaluations nationales standardisées, elles, sont généralisées, du CP au CM2. Instrument de contrôle et d'enfermement des pratiques enseignantes, elles participent d'une école plus normative, sélective et inégalitaire, bien loin d'une école émancipatrice. Pour reprendre la main sur le métier, pour lutter contre le tri organisé des élèves, la FSU-SNUipp appelle à la non-passation de ces évaluations.

L'I.A. du Doubs n'a décidé que 7 postes d'appuis pour un an en réajustement de carte scolaire alors que grand nombre d'écoles voient leurs effectifs beaucoup trop hauts pour des conditions correctes d'apprentissage. Or, pour transformer l'école et en faire un véritable levier de réussite pour tou.tes les élèves, il est impératif de réduire les effectifs par classe, de maintenir les postes d'enseignant·es et d'abandonner les réformes inégalitaires comme le "choc des savoirs" et le pacte enseignant. Ces mesures sont essentielles pour améliorer le climat scolaire et réussir l'inclusion des élèves. Dans le Doubs, à ce jour, des élèves sont sans AESH, pourtant indispensables pour une scolarisation possible.

En outre, il est urgent de revaloriser la profession enseignante ainsi que les AESH : il est inacceptable que les enseignant·es français·es soient parmi les moins bien rémunérés de l'OCDE.

Cette formation incite les familles à choisir une orientation en CAP ou en apprentissage.

Cette année voit aussi la mise en place de la nouvelle terminale bac pro en Y (parcours différencié) à partir de mi-mai. Les élèves perdront une quarantaine d'heures de cours et aucun allègement des programmes n'est prévu. La majorité des épreuves ont lieu en mai, les élèves choisiront ensuite soit de partir six semaines en entreprise ou de suivre des cours pour préparer leur orientation post-bac.

Enfin, la mise en place des groupes à effectifs réduits a été un véritable casse-tête pour tout le monde. Dans certains établissements, aucun moyen n'a été alloué pour pouvoir organiser correctement ces groupes.

Le SNUEP-FSU poursuit son action afin de contrer les réformes délétères pour l'enseignement professionnel public et le personnel.

SNEP FSU

Syndicat
National de
l'Éducation Physique



État des lieux de l'EPS à la rentrée Un héritage des JOP 2024 pour l'EPS ?

La tenue des JO à Paris durant l'été serait normalement le meilleur moment pour matérialiser l'héritage de ces Jeux pour la jeunesse à cette rentrée. Le SNEP-FSU revendique **4 h d'EPS pour TOUTES les classes**, la construction d'installations sportives ainsi que la baisse du nombre d'élèves par classe. L'amélioration globale de la situation de l'EPS et de ses enseignant-es fait partie de l'héritage attendu. Le SNEP FSU lance une enquête nationale (20 questions sur l'EPS, le sport scolaire, les équipements sportifs), indispensable pour faire le point à cette rentrée et porter les revendications pour améliorer le métier durant toute l'année. Elle permettra de faire état des besoins de la profession pour améliorer le quotidien dans les établissements et permettre une EPS et un sport scolaire de qualité pour chaque jeune.

L'UNSS modifie les catégories d'âges AGIR sans attendre !

Les 2 catégories d'âges uniques « collège » et « lycée » sont maintenues pour le programme national (rencontres et compétitions. Cette décision peut avoir des **conséquences lourdes** (intégrité physique des élèves, mises en cause des enseignant-es d'EPS, des président-es d'AS, des élèves ou de leur famille...) Le SNEP-FSU invite les équipes EPS à interpeller le Ministère et la Direction nationale de l'UNSS via un courrier à envoyer au SNEP-FSU national à l'adresse :

sportscolaire@snepfsu.net qui se chargera de faire suivre. Nous comptons sur vous, vous pouvez compter sur nous. Au niveau local, le SNEP FSU Besançon organise 2 stages à destination de tou.tes les collègues :

- le 21 et 22 novembre – stage sécurité
- le 30 et 31/01 – stage péda natation/escalade à Bellecin.

SUI FSU

Syndicat
Unitaire de
l'Inspection
pédagogique



Être inspecteur aujourd'hui, ...

c'est être au quotidien dans une posture pour le moins inconfortable.

La politique éducative que nous devons accompagner, depuis plusieurs années, nous inquiète car elle met à mal toutes les valeurs que nous portons.

Si, avec la nomination d'un Premier ministre dont nous connaissons les idées rétrogrades en matière d'éducation, elle est poursuivie, elle accentuera le dilemme dans lequel nous nous trouvons et risque de fragiliser plus encore notre lien de confiance avec les enseignants.

SNPES PJJ

Syndicat
National des
Personnels de
l'Éducation et
du Social



La Protection Judiciaire de la Jeunesse craque

En février Bercy annule 37,9 millions d'euros pour la PJJ. Cet été, la Direction de la PJJ annonce le retrait de 30 à 40% des budgets de fonctionnement des services et exige le non-renouvellement de 500 Contractuels.

Localement :

- **Des centaines de postes en moins** dans les services de terrain dont les Unités Éducatives de Milieu Ouvert (42 postes gelés sur l'inter-région, 19 reportés).

- **Gel des projets de création** (Unité Éducative d'Hébergement Diversifié à Tours), des expérimentations renforçant les moyens humains (foyers d'Auxerre et Nevers) et suspension d'activité (service d'insertion à Nevers).

- **Des unités de milieu ouvert incapables d'assurer les mesures d'investigation** faute de psychologue et/ou d'assistante sociale et contraintes de mettre des dizaines de mesures en attente faute d'éducateurs et ce au mépris des ordonnances des magistrats !

- **Retrait de la PJJ de toutes les missions partenariales** : classe-relais, internat tremplin, prévention de la délinquance...

- **Retrait des postes en renfort, aucun remplacement des arrêts maladie, gel de postes restés vacants suite à la mobilité...**

Mépris des contractuels et des agents, des centaines de jeunes sur le bord de la route, **les personnels et l'intersyndicale disent NON** : deux journées de grève massive en août, une le 19 septembre, la mobilisation se poursuit.

Les inspecteurs exercent leurs missions avec engagement, jusqu'à mettre parfois en péril l'équilibre vie personnelle/vie professionnelle face à des exigences toujours plus nombreuses. Régulièrement le SUI-FSU intervient pour dénoncer la dégradation de nos conditions d'exercice, les pressions que certains d'entre nous subissent, les demandes de nos hiérarchies de plus en plus pressantes et parfois contradictoires, notre charge de travail croissante et, de manière inversement proportionnelle, le déficit de confiance et de reconnaissance qui nous sont accordés.

Dans ce contexte, pour défendre le service public d'éducation, le SUI-FSU, syndicat de tous les corps d'inspection, porte un discours clair, exigeant et responsable. Aujourd'hui plus que jamais, et demain peut-être plus encore, nous avons besoin d'espaces collectifs de réflexion, de défense et d'action, qui ne sont pas incompatibles avec nos fonctions d'encadrement.

Soutenu par :



ATTENTION, C'EST CE MERCREDI !

conférence gesticulée
**de la fourche
à la fourchette...**
non ! l'inverse !

par Mathieu Dalmais

Mercredi 25 Septembre
19H30
accueil à partir de 19H

Grand Amphi - l'Arsenal
Université de Franche-Comté
Place Saint Jacques 25000 BESANÇON

Vitale
Organisée par le Collectif citoyen de Besançon
pour une Sécurité Sociale de l'Alimentation

Inscription conseillée avec le QR Code ou par mail
à ssa.airedebesancon@maillo.com (prix libre)

LA CONFÉRENCE

Face aux travers du système agroalimentaire industriel, de nombreuses initiatives pour produire et consommer différemment fleurissent ; mais elles sont souvent inaccessibles à une partie grandissante de la population. Et si changer l'agriculture passait par la généralisation de l'accès à une alimentation de qualité ? Par une démocratie dans l'alimentation ?

Cette conférence présente les constats et réflexions qui mènent à la nécessité de construire une démocratie dans notre alimentation, en suivant le parcours de Mathieu Dalmais. Cet agronome s'est engagé personnellement et professionnellement pour la souveraineté alimentaire et la transformation des systèmes de production agricole et alimentaires. Mathieu nous parle du droit à l'alimentation et de la nécessaire transformation de notre agriculture.

LES ORGANISATEURS

Le Collectif pour une Sécurité Sociale de l'Alimentation (SSA) Bisontine est un groupe de citoyens engagés pour une alimentation de qualité accessible à toutes et tous. Initié en 2024, il réfléchit aux modalités de mise en place d'une SSA sur le territoire bisontin.

Stage FSU le 10 octobre à Besançon : la Sécurité sociale est au cœur de la protection sociale en France

Elle a subi, dès sa création, de nombreuses attaques : le dogme de la réduction du coût du travail et des dépenses publiques a conduit à la fragilisation du système et instillé le doute dans sa pérennité. Cela a généré une baisse globale de la prise en charge de la Sécurité sociale et de l'assurance chômage au détriment de la population, ceci impactant les organismes complémentaires, et profitant aux assurances privées.

La protection sociale n'est pas une marchandise, elle est l'un des biens les plus précieux, à laquelle la population reste fortement attachée.

La FSU défend dans ses congrès successifs

un mandat du retour à la prise en charge à 100% des soins prescrits.

Mais ce mandat a du mal à vivre actuellement avec les nouvelles attaques. Pour qu'il ne reste pas une sorte d'incantation vide de sens, il faut le retravailler depuis la base. C'est pourquoi la FSU 25 et la SFRD (section fédérale des retraité·es) organisent un stage sur la reconquête du 100% Sécu.

Il aura lieu le jeudi 10 octobre

à la maison des syndicats de Besançon 4B rue Léonard de Vinci à partir de 9 h 30.

Pour les actifs et actives, les autorisations d'absence étaient à demander avant le 10 septembre. Si vous ne l'avez pas fait, contactez la section à fsu25@fsu.fr pour trouver une solution.



2025 : année de congrès pour la FSU !

Tous les trois ans, la FSU se réunit en congrès national. Pour cette édition 2025, 750 congressistes et une cinquantaine d'invité·es nationaux et internationaux sont attendu·es à Rennes en février 2025.

Afin de préparer ce rendez-vous, **un congrès départemental est organisé le mardi 7 et le mercredi 8 janvier au matin.** Il se déroulera à Besançon et toutes les syndiqué·es sont invité·es à apporter leur contribution. Notez la date !

Préalablement à ces congrès, une consultation interne aura lieu du 7 au 28 novembre. Il s'agit d'un vote d'orientation à destination des syndiqué·es de la FSU, originalité du fonctionnement de notre fédération.

Des outils pour informer et militer !

Page 7 : tract à distribuer pour la mobilisation du 1^{er} octobre - Page 8 : à afficher sur les lieux de travail



Nos organisations syndicales et de jeunesse appellent à manifester et à faire grève pour qu'enfin les urgences sociales, exprimées dans les mobilisations comme dans les urnes, soient entendues !

Retraites, Salaires, Services Publics, Jeunesse

Retraite : après la lourde défaite aux élections des partis de gouvernement, nous pouvons dès maintenant gagner l'abrogation de la réforme des retraites.

Salaires, pensions, minima sociaux ne peuvent plus régresser face à l'inflation ! Exigeons l'augmentation des pensions et des salaires, un Smic à 2000 euros et l'indexation des salaires sur l'inflation.

Services publics : mettons fin à la casse et exigeons les moyens financiers et humains pour l'hôpital, les soins, l'éducation, l'enseignement supérieur, la recherche, l'environnement...

La jeunesse subit de plein fouet ces politiques de casse sociale.

Protégeons-la par une réforme du système des bourses et leur augmentation, la fin de la sélection à l'entrée de l'université, une augmentation de l'offre de logements sociaux, le repas à 1 euro, la mise en place d'une réelle médecine préventive.

C'est maintenant qu'il faut peser et gagner par un rapport de force clair

MARDI 1er OCTOBRE

Toutes et tous en grève et en manifestation

**BESANÇON 14H PLACE DE LA RÉVOLUTION
MONTBÉLIARD 14H CHAMP DE FOIRE**



Nos organisations syndicales et de jeunesse appellent à manifester et à faire grève pour qu'enfin les urgences sociales, exprimées dans les mobilisations comme dans les urnes, soient entendues !

Retraites, Salaires, Services Publics, Jeunesse

Retraite : après la lourde défaite aux élections des partis de gouvernement, nous pouvons dès maintenant gagner l'abrogation de la réforme des retraites.

Salaires, pensions, minima sociaux ne peuvent plus régresser face à l'inflation ! Exigeons l'augmentation des pensions et des salaires, un Smic à 2000 euros et l'indexation des salaires sur l'inflation.

Services publics : mettons fin à la casse et exigeons les moyens financiers et humains pour l'hôpital, les soins, l'éducation, l'enseignement supérieur, la recherche, l'environnement...

La jeunesse subit de plein fouet ces politiques de casse sociale.

Protégeons-la par une réforme du système des bourses et leur augmentation, la fin de la sélection à l'entrée de l'université, une augmentation de l'offre de logements sociaux, le repas à 1 euro, la mise en place d'une réelle médecine préventive.

C'est maintenant qu'il faut peser et gagner par un rapport de force clair

MARDI 1er OCTOBRE

Toutes et tous en grève et en manifestation

**BESANÇON 14H PLACE DE LA RÉVOLUTION
MONTBÉLIARD 14H CHAMP DE FOIRE**



SNEP
Syndicat National
de l'Éducation Physique
www.snepfusu.net



SNASUB
Syndicat National
de l'Administration Scolaire
et Universitaire et
des Bibliothèques
snasub.fsu.fr



SNAC
Syndicat National
des Affaires Culturelles
snac.fsu.fr



SNEPAP
Syndicat National
de l'Ensemble des
Personnels de
l'Administration
Pénitentiaire
snepap-fsu.fr



SNPES-PJJ
Syndicat National
des Personnels de
l'Éducation et du Social PJJ
snpespjj-fsu.fr



SNETAP
Syndicat National de
l'Enseignement Technique
Agricole Public
www.snetap-fsu.fr



SNCS
Syndicat National
des Chercheurs
Scientifiques
www.sncs.fr



SNE
Syndicat National
de l'Environnement
www.snefsu.org



SNES
Syndicat National
des Enseignements
du Second degré
www.snes.edu



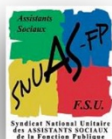
SNUTER
Syndicat National Unitaire
de la Territoriale
www.snuter-fsu.fr



SNUEP
Syndicat National Unitaire
de l'Enseignement
Professionnel
www.snupep.fr



SNICS
Syndicat National Unitaire
des Infirmier-es
Conseiller-es de Santé
snics.org



SNUAS-FP
Syndicat National Unitaire
des Assistant-es
Sociaux-aux de la Fonction
Publique
www.snuasfp-fsu.org



FSU-SNUipp
Syndicat National Unitaire
des Instituteurs-trices
Professeur-es des écoles et
Pégé
www.snuipp.fr



SNESUP
Syndicat National de
l'Enseignement Supérieur
www.snesup.fr



SNUP-CDC
Syndicat National Unitaire
des Personnels du groupe
Caisse Des Dépôts
snup-cdc-fsu.fr



SNUITAM
Syndicat National Unitaire
Intérieur, Territoires,
Agriculture, Mer
www.snuitam-fsu.org



SUPMAE
Syndicat Unitaire des
Personnels du Ministère
des Affaires Étrangères
mae.fsu.fr



SNU-TEFI
Syndicat National Unitaire
Travail Emploi Formation
Insertion
www.snutefifsu.fr



SNUPDEN
Syndicat National Unitaire
des Personnels de
Direction de l'Éducation
Nationale
www.snupden-fsu.fr



SUI
Syndicat Unitaire de
l'Inspection pédagogique
sui.fsu.fr

LA FSU MODE D'EMPLOI

La FSU regroupe plus de 20 syndicats nationaux dans des champs professionnels divers : Éducation nationale, culture, recherche, protection judiciaire de la jeunesse, agriculture, collectivités locales, etc.. qui sont le plus souvent majoritaires ou largement représentatifs.

Elle est présente dans deux fonctions publiques : État et Territoriale. Elle compte 200 000 adhérents. C'est également la deuxième organisation syndicale de la fonction publique d'État et la première organisation syndicale de l'enseignement.

Son fonctionnement associe les syndicats nationaux, les sections départementales et les tendances. Ses statuts actuels favorisent l'égalité en rendant impossible la domination d'un syndicat ou d'une tendance (majorité qualifiée de 70%). La Fédération promeut un syndicalisme unitaire, démocratique, indépendant, et pluraliste, au service des aspirations et des revendications des personnels qu'elle regroupe.

*La FSU défend toutes celles et ceux
qui font le service public !*

**Unissons-nous
syndiquons-nous!**

**Rejoignez-nous en adhérant directement auprès du syndicat FSU
qui défend votre secteur d'activité !**

<https://fsu.fr/je-me-syndique/> - Affichez - Informez - Expliquez - Syndiquez !